SEANCE DU CONSEIL DU 07 NOVEMBRE 2016 À 19H00

Présents

BOUCHAT, Bourgmestre
PIERARD, NGONGANG, GREGOIRE, Mme BURON, Mme PIHEYNS, Echevins
DE MUL Président CPAS
HANIN, LESPAGNARD, FRERE, Mme DEMASY, Mme COURARD, Mme
LESCRENIER, DALAIDENNE, DESERT, Mme BONJEAN-PAQUAY, Mme
PONCIN-HAINAUX, Mme MAROT-LOISE, SALPETEUR, LEMPEREUR, MOLA,
CHARPENTIER, Mme MBUZENAKAMWE, COLLIN, Mme CALLEGARO,
Conseillers
LECARTE, Directeur général

SEANCE PUBLIQUE :

1. Approbation du procès-verbal de la séance précédente

Le procès-verbal de la séance du 03 octobre 2016 est approuvé conformément à l'article L-1122-16 du CDLD et aux articles 44 et 45 du Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal.

2. Travaux - Plan d'investissement communal 2017-2018 - Approbation principe

LE CONSEIL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret du 5 février 2014 modifiant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives aux subventions à certains investissements d'intérêt public et établissant un Fonds régional pour les investissements communaux ;

Considérant qu'il y a lieu de respecter les lignes directrices qui présentent les instructions pour l'élaboration du plan d'investissement pour la période concernée ;

Considérant que le montant initial estimé du marché "Plan d'investissement communal 2017-2018" s'élève approximativement à 826.095,43 € HTVA soit 1.049.554,24 € TVAC (y compris 5 % d'honoraires) + 401.400 € (pas de TVA applicable) et que ces premières estimations devront être affinées dans les cahiers spéciaux des charges ;

DECIDE A L'UNANIMITE

- De décider le principe d'introduire le "Plan d'investissement communal 2017-2018"
 - D'approuver la fiche 1 - "Plan d'investissement communal 2017-2018" ; partie VOIRIES pour un montant total estimé à 826.095,43 € HTVA soit 1.049.554,24 € TVAC (y compris 5 % d'honoraires).
 - D'approuver la fiche 2 - "Plan d'investissement communal 2017-2018" ; partie SPGE - Réhabilitation d'égouts dans diverses rues de la commune au montant estimé de 401.400 € (pas de TVA applicable).
- De prendre connaissance du subside de 419.137€ de la Région Wallonne.
- De charger le Collège Communal de désigner un auteur de projet par procédure négociée sans publicité et de la bonne suite du dossier.
- de charger l'AIVE pour le suivi de la fiche numéro 2
- De financer cette dépense par un crédit à inscrire au budget 2017 et suivants.

3. Travaux - Règlement complémentaire de roulage - Place du Centenaire - Approbation

LE CONSEIL,

Vu la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière

Considérant qu'il y a lieu de prendre les mesures nécessaires afin d'assurer la sécurité des personnes à mobilité réduite ;

Sur proposition du Collège communal,

Adopte A L'UNANIMITE

Article 1er. – Un emplacement de stationnement est réservé à l'usage des personnes handicapées :

Place du Centenaire à Marche-en-Famenne, face à l'immeuble n°2

La mesure sera matérialisée par le placement de signaux E 9 a complétés par la reproduction du sigle des personnes handicapées.

Article 2. - Le présent règlement sera soumis, en trois exemplaires, à l'approbation du Ministre compétent.

4. Travaux - Règlement complémentaire de roulage - Rue des Tombes - Approbation

LE CONSEIL,

Vu la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant qu'il y a lieu d'empêcher le trafic de transit sur la voirie communale en le favorisant via le réseau principal et ainsi sécuriser les riverains;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

ARRETE A L'UNANIMITE

Article 1er. – Il est interdit à tout conducteur de circuler :

Dans la rue des Tombes à Hollogne, de son carrefour avec la rue de Bastogne vers et jusqu'à son carrefour avec la rue Saint-Pierre.

La mesure sera matérialisée par le placement des signaux C1 et F19 pour une période d'essai de six mois, avec prise d'avis des riverains avant application définitive de ladite mesure.

Article 2. – Les dispositions reprises à l'article 1er sont portées à la connaissance des usagers au moyen de la signalisation prévue à cet effet au règlement général sur la police de la circulation routière.

Article 3. - Le présent règlement sera soumis, en trois exemplaires, à l'approbation du Ministre compétent.

5. Patrimoine - On - Ecole maternelle - Rénovation et sécurisation de la cour - CSC, clauses de coordination/sécurité et estimation - Approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €);

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2;

Considérant que le marché de conception pour le marché "Rénovation et sécurisation de la cour d'école maternelle à On, rue de l'Yser" a été attribué aux Services Provinciaux Techniques, square Albert 1er à 6700 ARLON;

Considérant le cahier des charges N° AL.as.CSCH.29.09.2016 relatif à ce marché établi le 20 septembre 2016 par l'auteur de projet, les Services Provinciaux Techniques, square Albert 1er à 6700 ARLON;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 44.252,30 € hors TVA ou 46.907,44 €, 6% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 72207/723-60 (n° de projet 20160039);

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier est exigé et a été sollicité en date du 13.10.2016;

Considérant l'avis de légalité favorable rendu en date du 17.10.2016 par le que le Directeur financier et joint au dossier;

DECIDE A L'UNANIMITE

- D'approuver le cahier des charges N° AL.as.CSCH.29.09.2016 du 20 septembre 2016 et le montant estimé du marché "Rénovation et sécurisation de la cour d'école maternelle à On, rue de l'Yser", établis par l'auteur de projet, les Services Provinciaux Techniques, square Albert 1er à 6700 ARLON. Les conditions sont fixées conformément au cahier des charges et aux règles générales d'exécution des

marchés publics. Le montant estimé s'élève à 44.252,30 € hors TVA ou 46.907,44 €, 6% TVA comprise.

- De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.
- De consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publicité :
 - SPRL Jacques SCIUS, rue de la Cressonnière 32 à 6900 Marche-en-Famenne
 - Ets LAMBRY, rue de France 79 à 5580 Rochefort
 - Ets A. PALANGE, rue Joseph Bovy 3 à 4190 Vieuxville
 - AB TECH SA, rue de la Résistance 26 à 4681 Hermalle-Sous-Argenteau
 - MATHIEU SA, Wicourt 2 à 6600 Bastogne
 - Sprl ROBERTY, Col de Lamormenil 39 à 6960 Manhay
 - Ets HALLOY, rue de l'Abattoir 45 à 5580 Rochefort
 - SOCOGETRA, rue Joseph Calozet 11 à 6870 Awenne
 - ROISEUX, Parc Industriel à 6870 Saint-Hubert
 - ENTREPRISE J. DEFLANDRE & FILS SA, rue du Charbonnage 21 à 4020 Wandre.
- De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 72207/723-60 (n° de projet 20160039).

6. Patrimoine - Marloie - Hall technique - Optimisation du chauffage

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €);

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3;

Considérant le cahier des charges N° CSCH.AS.BG.02.07.10.2016 relatif au marché "Optimisation du chauffage du hall technique à Marloie" établi par le Service Travaux;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 29.002,00 € hors TVA ou 35.092,42 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 12407/72260 (n° de projet 20160005);

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier est exigé;

Considérant l'avis de légalité sollicité en date du 13.10.2016 auprès du Directeur financier;

Considérant l'avis favorable rendu en date du 17.10.2016 par le Directeur financier et joint en annexe;

DECIDE A L'UNANIMITE

- D'approuver le cahier des charges N° CSCH.AS.BG.02.07.10.2016 et le montant estimé du marché "Optimalisation du chauffage du hall technique à Marloie", établi par le Service Travaux. Les conditions sont fixées conformément au cahier des charges et aux règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 29.002,00 € hors TVA ou 35.092,42 €, 21% TVA comprise.
- De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.
- De consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publicité :
 - * Chauffage FREDERICK, Aux Minières, 4 à 6900 Marche-en-Famenne
 - * Maison GOBLET, rue Trinchevaux, 6 à 6900 Marche-en-Famenne
 - * PRO-ENERGIE, chemin des Sapins 65 à 5377 Hogue (Somme-Leuze).
- De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 12407/72260 (n° de projet 20160005).

7. Patrimoine - Ecole de Waha - Extension par création de 2 classes supplémentaires et 1 réfectoire - Approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2;

Considérant que le marché de conception pour le marché "Extension de l'école de Waha suivant construction d'un volume secondaire de 2 classes et aménagement

d'un réfectoire" a été attribué à M. Philippe LECOCQ, La Pimperlange 21 à 6900 Marche-en-Famenne;

Considérant le cahier des charges N° ph.I.as.csch.07.11.2016 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, M. Philippe LECOCQ, La Pimperlange 21 à 6900 Marche-en-Famenne;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 351.733,98 € hors TVA ou 372.838,02 €, 6% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par Fédération Wallonie-Bruxelles dans le cadre du Programme Prioritaire de Travaux 2015 (P.P.T.);

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 72206/723-60 (n° de projet 20160019);

Considérant que, sous réserve d'approbation du budget, le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire si nécessaire suivant les résultats d'adjudication;

Considérant qu'une demande d'avis de légalité exigé auprès du Directeur financier a été adressée en date du 13.10.2016;

Considérant l'avis de légalité favorable rendu en date du 17.10.2016 par le Directeur financier et joint en annexe;

DECIDE A L'UNANIMITE

- D'approuver le cahier des charges N° ph.I.as.csch.07.11.2016 et le montant estimé du marché "Extension de l'école de Waha suivant construction d'un volume secondaire de 2 classes et aménagement d'un réfectoire", établis par l'auteur de projet, M. Philippe LECOCQ, La Pimperlange 21 à 6900 Marche-en-Famenne. Les conditions sont fixées conformément aux cahier des charges et règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 351.733,98 € hors TVA ou 372.838,02 €, 6% TVA comprise.
- D'approuver les clauses de coordination-sécurité SIXCO.
- De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.
- De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante Fédération Wallonie-Bruxelles dans le cadre du P.P.T. 2015.
- De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.
- De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 72206/723-60 (n° de projet 20160019).
- Ce crédit fera l'objet d'une prochaine modification budgétaire, si nécessaire, en fonction du résultat de l'adjudication.

8. Aménagement du Territoire - Placement d'une halle couverte sur la place aux Foires - Principe et concours de projet

LE CONSEIL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant qu'il serait judicieux d'étudier un projet visant à couvrir la place aux Foires afin de permettre son utilisation par tous les temps ;

Considérant que ce projet de halle couverte devrait être à la fois esthétique, permettre de conserver un maximum la lumière naturelle sous la structure, être convivial pour accueillir dans les meilleures conditions les nombreuses manifestations culturelles et des associations organisées sur la place ainsi que les marchés locaux et/ou du terroir voire des activités HORECA ;

Considérant que la meilleure façon d'élaborer un projet de qualité répondant aux exigences ci-dessus est d'organiser un concours de projet ;

Considérant que le montant initial estimé du marché "Concours de projet Création d'une halle aux Foires" s'élève à 50.000,00 € TVAC, et que cette première estimation devra être affinée dans le cahier des charges à rédiger;

Considérant qu'un comité d'accompagnement devra être désigné et sera chargé de juger les offres reçues et de proposer au Collège communal le meilleur projet;

Considérant que ce comité d'accompagnement sera composé de représentants du Conseil communal, de la Cellule Animation, de l'association Cap sur Marche et des associations culturelles utilisatrices de la place;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget 2017;

DECIDE A L'UNANIMITE

- le principe de placer une halle couverte sur la place aux Foires devant permettre d'organiser des manifestations sur la place par tous les temps.
- De charger le Collège d'organiser un concours de projet en vue de désigner l'auteur de projet chargé de l'étude du placement de cette halle;
- De charger le Collège de désigner par procédure négociée sans publicité un bureau spécialisé pour la rédaction du cahier des charges du concours de projet.
-
- De charger le Collège de mettre en place un comité d'accompagnement composé au minimum de membres du Conseil communal, de la Cellule Animations, de l'association Cap sur Marche et des associations culturelles utilisatrices de la place.
- De financer cette dépense par un crédit à inscrire au budget 2017.

9. Direction financière - Taux du coût-vérité à répercuter sur la taxe sur l'enlèvement des déchets ménagers - Fixation pour 2017

LE CONSEIL, statuant en séance publique,

Vu les articles 41, 162 et 170, §4 de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes;

Vu le Plan wallon des déchets «Horizon 2010» et l'application du principe «pollueur-payeur»,

Vu la réunion du 12 octobre 2016 avec l'AIVE concernant le budget prévisionnel de l'exercice 2017 relatif à la collecte et au traitement des déchets ;

Considérant l'augmentation de 3,3 % des frais de collectes imposés par l'AIVE qui, selon le décret du 27 juin 1996 modifié par le décret du 22 mars 2007, doivent être répercutés sur les bénéficiaires du service ;

Considérant qu'en vertu de l'article 21§1er al.2 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, tel que modifié par le décret du 23 juin 2016, la commune se doit de répercuter directement les coûts de gestion des déchets résultant de l'activité usuelle des ménages sur les usagers, sans être inférieurs à 95 % des coûts à charge de la commune et ce, sans être supérieurs à 110 % des coûts ;

Considérant que le budget « immondices » établi par l'AIVE prévoit une hausse de ses coûts et qu'en vertu du décret wallon « cout-vérité », la ville n'a d'autre choix que de répercuter cette augmentation sur les citoyens ;

Vu les simulations d'augmentations proposées par l'AIVE au Conseil communal, et reprises au dossier, variant selon le taux de couverture du « coût vérité » ;

Considérant les travaux préparatoires du projet du budget 2017 de la Ville de Marche-en-Famenne ;

Vu la décision du Collège communal du 24 octobre 2016 ;

Sur proposition du Collège communal ;

ARRETE A L'UNANIMITE

Article 1er

Pour l'exercice 2017, le taux que la commune se doit de répercuter conformément au décret du 27 juin 1996, tel que modifié par le décret du 23 juin 2016 pour récupérer les coûts de gestion des déchets résultant de l'activité usuelle des ménages sur les usagers est fixé à (98 %) des coûts.

Article 2

La présente décision sera annexée au règlement-taxe sur l'enlèvement des déchets ménagers.

Article 3

La présente décision sera applicable le 5ème jour qui suit le jour de sa publication par voie de l'affichage conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

10. Direction financière - Taxe sur l'enlèvement des déchets ménagers et assimilés dans le cadre du service ordinaire de collecte - Modification

Article budgétaire 040/36303

LE CONSEIL, statuant en séance publique,

Vu les articles 41, 162 et 170, §4 de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30 ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 et la loi du 24 juin 2000 portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte;

Vu le Plan wallon des déchets «Horizon 2010» et l'application du principe «pollueur-payeur»,

Vu le règlement général relatif au recensement et à l'enrôlement des impositions communales ;

Vu le règlement communal du 05 mai 2014 relatif à la gestion des déchets;

Vu la réunion du 12 octobre 2016 avec l'AIVE concernant le budget prévisionnel de l'exercice 2017 relatif à la collecte et au traitement des déchets ;

Considérant l'augmentation de 3,3 % des frais de collectes imposés par l'AIVE qui, selon le décret du 27 juin 1996 modifié par le décret du 22 mars 2007, doivent être répercutés sur les bénéficiaires du service ;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 30 juin 2016 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS en région wallonne, à l'exception des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2017 ;

Vu la communication du dossier au directeur financier faite en date du 26 octobre 2016 conformément à l'article L 1124-40 §1,3°et 4° du CDLD,

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 26 octobre 2016 et joint au dossier ;

Vu les finances communales ;

Considérant qu'en vertu de l'article 21§1er al.2 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, tel que modifié par le décret du 23 juin 2016, la commune se doit de répercuter directement les coûts de gestion des déchets résultant de l'activité usuelle des ménages sur les usagers, sans être inférieurs à 95 % des coûts à charge de la commune et ce, sans être supérieurs à 110 % des coûts ;

Considérant le tableau prévisionnel de l'OWD constituant une annexe obligatoire au présent règlement duquel il ressort que le taux de couverture du coût de la gestion des déchets ménagers atteint (98 %) pour l'exercice 2017 ;

Considérant que ce taux de (98 %) a été approuvé par le Conseil communal en cette même séance du 7 novembre 2016 ;

Considérant que le prix mensuel de l'hébergement dans un home, hôpital ou clinique comprend déjà l'évacuation des déchets des pensionnaires ;

Considérant que le recensement des situations imposables est effectué au 1er janvier de l'exercice afin d'éviter des conséquences financières néfastes aux redevables quittant la commune dans le courant de l'exercice d'imposition ;

Considérant que les biens appartenant au domaine privé de l'Etat, la Région, la Communauté française, la province, la commune ou les établissements affectés à un service d'utilité public ne sont pas soumis à l'impôt ;

Considérant que la commune établit la présente taxe afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions;

Considérant que le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation impose aux communes d'inscrire à son budget un certain nombre de dépenses et qu'en outre, il lui est interdit de présenter un déséquilibre budgétaire ;

Considérant que le budget « immondices » établi par l'AIVE prévoit une hausse de ses coûts et qu'en vertu du décret wallon « cout-vérité », la ville n'a d'autre choix que de répercuter cette augmentation sur les citoyens ;

Vu les simulations d'augmentations proposées par l'AIVE au Conseil communal, et reprises au dossier, variant selon le taux de couverture du « coût vérité » ;

Considérant les travaux préparatoires du projet du budget 2017 de la Ville de Marche-en-Famenne ;

Considérant que la Ville dispose d'une marge suffisante par rapport au taux de couverture du cout-vérité, dès lors la Ville peut ne répercuter que partiellement la hausse des coûts du service en appliquant une indexation de ces différents taux selon l'évolution de l'indice des prix à la consommation ;

Sur proposition du Collège communal ;

ARRETE A L'UNANIMITE

Article 1

Il est établi au profit de la Commune pour l'exercice 2017 une taxe sur l'enlèvement, le traitement et la mise en décharge des déchets ménagers et assimilés effectués dans le cadre du service ordinaire. La taxe est constituée d'une composante forfaitaire et d'une partie variable.

Les taux appliqués seront indexés sur base de l'indice des prix à la consommation selon la formule suivante :

Taux x indice de septembre 2016

Indice de septembre 2015

Les taux seront arrondis à l'euro inférieur si < 0,5 € pour les forfaits et à la quatrième décimale pour le prix au kilo.

Article 2

Par « récipient de collecte conforme », on entend :

un conteneur ménager visé à l'ordonnance de police administrative générale concernant la collecte des déchets ménagers et assimilés répondant à la norme EN 840/1 (180, 240, 260 ou 360 litres) ou EN 840/2 (770 litres) ou de 40 litres et équipé d'une puce électronique d'identification du conteneur fournie par la commune.

Par « producteur », on entend :

- Tout détenteur de réceptif de collecte conforme.
- Un ménage, c'est à dire une personne vivant seule ou la réunion de plusieurs personnes ayant une vie commune, inscrits comme tels aux registres de la population conformément aux dispositions prescrites par l'article 7 de l'Arrêté royal du 16 juillet 1999 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers.
- Le responsable d'une collectivité (home, pensionnat, école, caserne...), d'une administration (maison communale, CPAS...) ou d'une institution d'intérêt public (salle de fêtes, hall omnisports, bassin de natation...)
- Le responsable d'un mouvement de jeunesse ou d'une association sportive ou culturelle en ce qui concerne les déchets résultant de ses activités normales.
- Le propriétaire ou l'exploitant d'une infrastructure touristique ou d'accueil temporaire de visiteurs telle que par exemple maison de jeunes, camping, gîte, camp de jeunesse...
- Tout autre producteur de déchets ménagers ou assimilés

Par « personne référente » on entend la personne qui est habituellement en contact avec l'administration pour les affaires qui concernent le ménage. La désignation de la personne de référence s'effectue conformément aux indications figurant dans le registre de population. La personne vivant seule est d'office considérée comme personne référente.

Article 3

1. La taxe est envoyée à la personne référente. La taxe est due obligatoirement et solidairement par les membres de tout ménage occupant ou pouvant occuper au 1er janvier de l'exercice d'imposition, tout ou une partie d'un immeuble bénéficiant du service d'enlèvement des déchets ménagers et assimilés – qu'il y ait ou non recours effectif au dit service. Elle donne droit à un (des) conteneur(s) conforme(s) muni d'une puce électronique d'identification.

2. La taxe est aussi due par tout second résident recensé comme tel pour l'exercice considéré.

3. Pour chaque lieu d'activité potentiellement desservi par le service de collecte en porte-à-porte, la taxe est également due par toute personne physique ou morale, ou solidairement par les membres de toute association de fait exerçant, sur le territoire de la commune, au 1er janvier de l'exercice d'imposition, une activité de quelque nature qu'elle soit, lucrative ou non, autre que l'activité usuelle des ménages.

4. Sur demande expresse de l'intéressé et par dérogation à la règle générale, la taxe peut être payée par le syndic des immeubles à appartements ou le gestionnaire des maisons communautaires, des collectivités ou assimilés. A défaut de paiement par le demandeur dans le délai légal, la taxe est due solidairement par les occupants des immeubles à appartements, maisons communautaires, collectivités ou assimilés.

Article 4

La taxe n'est pas applicable aux personnes isolées inscrites comme chef de ménage séjournant toute l'année et plus dans un home, hôpital ou clinique sur production d'une attestation de l'institution.

Article 5

Le montant de la taxe est établi comme suit :

A. Pour les redevables visés à l'article 3 §2 et 3 §3 qui n'adhèrent pas au système de collecte : un forfait annuel et indivisible de 173,00 €

B. Pour les producteurs de déchets visés à l'article 3§1, 3§2 et 3§3 adhérant au système de collecte au moyen de conteneurs conformes munis d'une puce électronique d'identification, la taxe est établie comme suit :

1. Un forfait annuel et indivisible couvrant un certain nombre de vidanges, comme suit :

Volume du conteneur	statut	Forfait par conteneur	vidanges comprises
40, 180 ou 260 litres	isolé	117,00 €	36
40, 180 ou 260 litres	ménage	178,00 €	38
40, 180 ou 260 litres	second résident	178,00 €	38
40, 180 litres mono ou duo	commerçant	173,00 €	52
260 litres mono ou duo	commerçant	227,00 €	52
360 litres	commerçant	410,00 €	52
770 litres	commerçant	713,00 €	52

Lorsqu'un redevable visé à l'article 3.3 exerce une activité dans un lieu qu'il occupe également à titre de résidence, le montant de la partie forfaitaire de la taxe est celui appliqué pour son activité.

2. Au delà du nombre couvert par le forfait, un montant fixe par vidange de :

- 0,75 € pour un mini-conteneur conforme de 40 litres;
- 1,50 € pour un duo-bac, un mono-bac ou un conteneur conformes de 180, 240 et 260 litres;
- 2,50 € pour les monos bacs 360 et 770 litres

3. Un montant de 0,1375 € par kilo récolté.

Article 6

A. Les ménages comptant au moins un enfant de moins de deux ans recensé comme tel au 1er janvier de l'exercice bénéficieront d'un abattement égal au montant de la facture des pesées plafonné à 25,00 €. L'abattement sera appliqué de manière automatique sur la facture des pesées sans que le redevable n'ait à en faire la demande.

B. Sur production d'un certificat médical circonstancié établi par un médecin, les ménages comptant au moins une personne incontinente se verront accorder un abattement égal au montant de la facture des pesées plafonné à 25,00 €. Pour bénéficier de cet abattement, le certificat médical doit parvenir à l'administration pour le 30 juin de l'exercice considéré.

C. Les gardiennes encadrées et les crèches qui sont effectivement soumises à la taxe se verront octroyer une réduction de 0,0806 € par demi-jour et par enfant accueilli avec un montant maximum ne pouvant, en aucun cas, être supérieur au montant de la facture des pesées.

D. Sur production d'une attestation des revenus du CPAS (pour les bénéficiaires du revenu d'intégration sociale), de l'Office national des pensions (pour les bénéficiaires du revenu garanti pour personne âgée), les ménages ou isolés chefs de ménage dont les revenus sont égaux ou inférieurs au montant du revenu d'intégration sociale en application de la loi du 26 mai 2002 et qui en feront la demande au Service des Taxes au plus tard le 31 mars suivant l'exercice de taxation bénéficieront d'une ristourne égale au montant de la facture des pesées

plafonné à 12,50 € pour une personne isolée et égale au montant de la facture des pesées plafonné à 25,00 € pour un ménage de plusieurs personnes.

Article 7

Les réclamations doivent, à peine de nullité, être introduites par écrit auprès du Collège communal. Pour être recevables, les réclamations doivent être motivées et introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 6 mois. Le délai de réclamation commence à courir à compter du 3ème jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation telle qu'elle figure sur ledit avertissement-extrait de rôle.

Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321- à L3321-12 du Code de la Démocratie et de la Décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Article 8

La présente décision sera applicable le 5ème jour qui suit le jour de sa publication par voie de l'affichage conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 9

Le présent règlement sera transmis aux autorités de tutelle conformément aux articles L3131-1 et suivants dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.

11. **Direction financière - Taxe sur les mâts, pylônes et structures affectés à un système global de communication mobile ou à tout autre système d'émission et/ou de réception de signaux de communication – exercices 2017 et 2018**

Article budgétaire 04002/367-10

Le Conseil communal, statuant en séance publique,

Vu les articles 41, 162 et 170, §4 de la Constitution ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu le décret du 14 décembre 2000 et la loi du 24 juin 2000 portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales ;

Vu l'arrêt de la Cour Constitutionnelle du 25 mai 2016 annulant les articles 144 à 151 du décret-programme du 12 décembre 2014 portant des mesures diverses liées au budget en matière de calamité naturelle, de sécurité routière, de travaux publics, d'énergie, de logement, d'environnement, d'aménagement du territoire, du bien-être animal, d'agriculture et de fiscalité ;

Vu l'arrêt du 6 octobre 2015 de la Cour de Justice de l'Union européenne (affaire C-346/13) ;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 189/2011 du 15 décembre 2011;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 30 juin 2016 relative à l'élaboration des budgets des communes pour l'année 2017 ;

Vu la communication du dossier au directeur financier faite en date du 19 octobre 2016 conformément à l'article L 1124-40 §1,3° et 4° du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par le directeur financier en date du 19 octobre 2016 et joint au dossier ;

Considérant que la commune établit la présente taxe afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation impose aux communes d'inscrire à son budget un certain nombre de dépenses et qu'en outre, il lui est interdit de présenter un déséquilibre budgétaire ;

Considérant que si les objectifs poursuivis par l'établissement d'une taxe sont d'abord d'ordre financier, il n'est pas exclu cependant que les communes poursuivent également des objectifs accessoires à leurs impératifs financiers ; que, selon le Conseil d'Etat, « aucune disposition légale ou réglementaire n'interdit à une commune, lorsqu'elle établit des taxes justifiées par l'état de ses finances, de les faire porter par priorité sur des activités qu'elle estime plus critiquables que d'autres » (arrêt n° 18.368 du 30 juin 1977) ;

Considérant que les communes sont de plus en plus fréquemment sollicitées, notamment par des sociétés qui souhaitent implanter des pylônes destinés à accueillir des antennes de diffusion pour GSM, portant atteinte à l'environnement dans un périmètre relativement important ;

Qu'en outre les installations visées par la taxe sont particulièrement inesthétiques, constituant une nuisance visuelle et une atteinte aux paysages dans des périmètres relativement importants ;

Considérant que les sièges sociaux et administratifs des sociétés propriétaires des installations visées par la taxe ne se trouvent pas sur le territoire de la commune et que celle-ci ne retire dès lors de ces implantations aucune compensation directe ou indirecte, malgré les inconvénients auxquels elle est confrontée ;

Considérant que la circulaire budgétaire du 30 juin 2016 relative à l'élaboration des budgets des communes pour l'année 2017 précise que, « *dans le cadre de la paix fiscale, (...) les taxes non reprises dans la nomenclature ne peuvent être instaurées* » ;

Etant donné qu'en vertu de la paix fiscale recherchée par le législateur, il peut être considéré que l'interdiction de lever certaines taxes non prévues dans la nomenclature doit logiquement être appliquée aux catégories établies par le législateur dans la même circulaire ;

Attendu que la circulaire établit une taxe visant spécifiquement les « mâts, pylônes ou antennes affectés à la réalisation d'une opération mobile de télécommunication par l'opérateur d'un réseau public de télécommunication » ;

Attendu dès lors qu'il y a lieu de voter une taxe communale pour les exercices 2017 et suivants ;

Vu les finances communales ;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1er

Il est établi, pour les exercices 2017 et 2018 une taxe sur les mâts, pylônes et structures affectés à un système global de communication mobile ou à tout autre système d'émission et/ou de réception de signaux de communication. Sont visés les mâts, pylônes structures affectés à la réalisation d'une opération mobile de télécommunications par l'opérateur d'un réseau public de télécommunication et existant au 1er janvier de l'exercice d'imposition. La taxe est fixée à 4000,00 € par an et mâts, pylônes et structures visés à l'article 1er.

Article 2

La taxe est due par l'opérateur du mât, pylône ou antenne au 1er janvier de l'exercice d'imposition. Si l'opérateur n'est pas le propriétaire du mât, pylône ou antenne, ce dernier est tenu solidairement au paiement de la taxe.

Article 3

La taxe est perçue par voie de rôle. L'Administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 30 juin de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation. Si le contribuable choisit de ne pas utiliser le formulaire de déclaration mis à sa disposition, il est tenu de fournir toutes les informations nécessaires à l'établissement de la taxation et, à tout le moins, celles contenues dans le formulaire de déclaration.

Article 4

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, à défaut de déclaration dans les délais prévus par le règlement ou en cas de déclaration incomplète, incorrecte ou imprécise, le contribuable est imposé d'office, d'après les éléments dont l'Administration peut disposer, sauf le droit de réclamation et de recours. Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège communal notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe. Si dans les trente jours à compter de la date d'envoi de cette notification, le contribuable n'a émis aucune observation, il sera procédé à l'enrôlement d'office. En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due est majorée de la manière suivante :

- 1ère infraction : majoration de 20 %
- 2ème infraction : majoration de 50 %
- 3ème infraction et infractions suivantes : majoration de 100%

Article 5

Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant

le gouverneur ou devant le collège communal en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Les réclamations doivent, à peine de nullité, être introduites par écrit auprès du Collège communal. Pour être recevables, les réclamations doivent être motivées et introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 6 mois. Le délai de réclamation commence à courir à compter du 3ème jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation telle qu'elle figure sur ledit avertissement-extrait de rôle.

Article 6

La présente décision sera applicable le 5ème jour qui suit le jour de sa publication par voie de l'affichage conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 7

Le présent règlement sera transmis au Gouvernement wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.

12. Direction financière - CPAS - Budget 2016 - Modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire N°2 - Approbation

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu le décret du 23 janvier 2014, publié au Moniteur belge du 6 février 2014 modifiant certaines dispositions de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale;

Vu l'article 112bis §1er de la Loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale;

Vu la Présentation de M De Mul, Président du CPAS en vertu de l'article art 26 bis §5 Loi organique CPAS du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

Vu la délibération du Conseil de l'action sociale arrêtant les modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n° 2 / 2016 du CPAS en séance du 18 octobre 2016;

a) Modification Budgétaire ordinaire n°2

Considérant que pour les motifs indiqués au tableau II reproduit d'autre part, certaines allocations prévues au budget du CPAS doivent être révisées;

DECIDE par 20 VOIX POUR et 3 VOIX CONTRE

Le budget ordinaire du CPAS est modifié conformément aux indications portées au tableau II et le nouveau résultat du budget du CPAS est arrêté aux chiffres figurant au tableau I ci-après :

SELON LA PRESENTE DELIBERATION			
	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
D'après le budget initial ou la précédente modification	10.845.812,12	10.845.812,12	0

Augmentation des crédits (+)	451.243,16	620.371,04	-169.127,88
Diminution des crédits (-)	-196.327,04	-365.454,92	169.127,88
NOUVEAU RESULTAT	11.100.728,24	11.100.728,24	0

b) Modification Budgétaire extraordinaire n° 2

Considérant que pour les motifs indiqués au tableau II reproduit d'autre part, certaines allocations prévues au budget du CPAS doivent être révisées;

DECIDE par 20 VOIX POUR et 3 VOIX CONTRE

Le budget extraordinaire du CPAS est modifié conformément aux indications portées au tableau II et le nouveau résultat du budget du CPAS est arrêté aux chiffres figurant au tableau I ci-après :

SELON LA PRESENTE DELIBERATION			
	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
D'après le budget initial ou la précédente modification	2.306.001,25	2.306.001,25	0
Augmentation des crédits (+)	743.550,48	134.604,48	608.946,00
Diminution des crédits (-)	-647.446,00	-38.500,00	-608.946,00
NOUVEAU RESULTAT	2.402.105,73	2.402.105,73	0

13. ASBL - Subside concert musique IMEP

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu les articles L3331-1 à 8 du code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement l'article L3331-2, visant à l'intérêt général;

Vu la délibération du 30 novembre 2015, décidant de l'exonération de contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu le programme du 19 novembre à la Vieille Cense à Marloie, pour sceller symboliquement la collaboration de l'IMEP et de la future école de Lutherie, qui

s'articulera sur 4 axes : un atelier de formation corporelle, un atelier d'information musical, une exposition par l'Ecole Internationale de Lutherie de Marche et pour terminer un concert musical.

Vu l'organisation par la CAMERATA de l'Institut supérieur de Musique et Pédagogie (IMEP), le 19 novembre 2016 à l'église de Marche en Famenne, d'un concert avec la participation de la soprano Jodie Devos (deuxième au concours Reine Elisabeth)

Attendu que ces actions requièrent des moyens financiers ;

Attendu que la présente décision a une incidence financière d'un montant inférieur à 22.000 € et que conformément à l'article L 1124-40 §1,4° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'avis du Directeur financier n'a pas été sollicité ;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'octroyer un subside exceptionnel de 2.000 € à l'IMEP pour participation aux frais d'organisation de la journée du 19 novembre 2016.

La dépense sera prévue à l'article 763/33202 au budget 2016.

14. Intercommunale - AIVE - Secteur Valorisation et Propreté - Assemblée Générale - Approbation de l'ordre du jour

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la convocation adressée ce 14 octobre 2016 par l'Intercommunale AIVE aux fins de participer à l'Assemblée générale du secteur Valorisation et Propreté qui se tiendra le 16 novembre 2016 à l'Euro Space Center à Transinne.

Vu les articles L1523-2, 8°, L1523-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et les articles 24, 26 et 28 des statuts de l'Intercommunale AIVE;

Vu les documents de travail annexés à la susdite convocation, relatifs aux différents points inscrits à l'ordre du jour;

Après discussion;

DECIDE A L'UNANIMITE

de marquer son accord sur les différents points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du secteur Valorisation et Propreté qui se tiendra le 16 novembre 2016 tels qu'ils sont repris dans la convocation, et sur les propositions de décision y afférentes;

de charger les délégués désignés pour représenter la Commune par décision du Conseil Communal du 04 février 2013 de rapporter la présente délibération telle quelle à l'Assemblée générale du secteur Valorisation et Propreté du 16 novembre 2016;

de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération et de déposer une copie conforme de celle-ci au siège social de l'Intercommunale AIVE, trois jours au moins avant l'Assemblée générale du secteur Valorisation et Propreté.

15. Intercommunale - IMIO - Assemblée Générale - Approbation de l'ordre du jour

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil du 5 septembre 2011 portant sur la prise de participation de la Ville de Marche à l'Intercommunale de Mutualisation en Matière Informatique et Organisationnelle (IMIO) ;

Considérant que la Ville a été convoqué(e) à participer à l'assemblée générale d'IMIO du 24 novembre 2016 par lettre datée du 30 septembre 2016 ;

Considérant que l'Assemblée générale du second semestre doit avoir lieu, avant le premier lundi du mois de décembre, conformément à l'article L1523-13 – paragraphe 4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Considérant que la Ville doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Ville à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO du 24 novembre 2016 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur le point de l'ordre du jour de l'Assemblée générale adressés par l'intercommunale ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant que l'ordre du jour porte sur :

1. Présentation des nouveaux produits ;
2. Évaluation du plan stratégique 2016
3. Présentation du budget 2017
4. Désignation d'administrateurs
5. In house, information sur la présentation des membres au sein du Conseil d'administration
6. Clôture

Considérant que les points précités sont de la compétence de l'Assemblée Générale et ce conformément à l'article 19 des statuts de l'intercommunale IMIO.

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1.

D'approuver l'ordre du jour dont les points concernent :

Présentation des nouveaux produits ;

Évaluation du plan stratégique 2013-2015 ;

Présentation du plan stratégique 2016-2018 ;

Présentation du budget 2016 ;
Désignation d'administrateurs;

Article 2 - de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté telle qu'elle est exprimée dans l'article 1er ci-dessus.

Article 3 - de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

Article 4 - de transmettre la présente délibération à l'intercommunale IMIO.

16. Marché public - Hôtel de Ville et Service Travaux - Rayonnages mobiles pour les archives - Principe
LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Attendu que deux salles d'archives ont été prévues lors de l'agrandissement de l'Hôtel de Ville et la construction d'un nouveau dépôt communal ;

Considérant que l'installation de rayonnages mobiles augmente considérablement l'espace de rangement par rapport à des rayonnages fixes, gain de 60% ;

Vu le volume grandissant des archives ;

Considérant le cahier des charges N° 20160001 relatif au marché "FOURNITURE ET INSTALLATION DE RAYONNAGES MOBILES POUR LES ARCHIVES DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE" établi le 17 octobre 2016 par la Ville de Marche-en-Famenne ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (cave de l'Hôtel de Ville), estimé à 24.793,38 € hors TVA ou 29.999,99 €, TVA comprise

* Lot 2 (cave du dépôt Communal), estimé à 24.793,38 € hors TVA ou 29.999,99 €, TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 49.586,76 € hors TVA ou 59.999,98 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 104/741-51 ;

Attendu que la présente décision à une incidence financière d'un montant de 49.586,76 € hors TVA et que conformément à l'article L 1124-40 du Code de la Démocratie et de la Décentralisation, l'avis du Directeur financier est obligatoirement sollicité;

Vu la demande d'avis adressée à la Directrice financière en date du 19/10/2016;

Vu l'avis rendu par la Directrice financière en date du 20/10/2016 et joint au dossier;

DECIDE A L'UNANIMITE

- D'approuver le cahier des charges N° 20160001 du 17 octobre 2016 et le montant estimé du marché "FOURNITURE ET INSTALLATION DE RAYONNAGES MOBILES POUR LES ARCHIVES DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE", établis par la Ville de Marche-en-Famenne. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 49.586,76 € hors TVA ou 59.999,98 €, 21% TVA comprise.

- De lancer un marché public par procédure négociée sans publicité auprès de minimum trois fournisseurs, à savoir,

- . Bruynzeel à Bruxelles
- . Jacli à Rochefort
- . Jalema à Bruxelles
- . Noël Bureau à Libramont
- . Ergoconsult à Liège
- . Tixit à Haguenau (France)

- De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 104/741-51.

- L'administration se réserve le droit de renoncer à passer le marché ou de refaire une procédure suivant un autre mode.

17. **Médiation SAC - Renouvellement de la convention avec l'Etat fédéral dans le cadre des Sanctions Administratives Communales**
LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi du 24 juin 2013 concernant les sanctions administratives communales,
Vu l'arrêté royal du 28 janvier 2014 sur la médiation dans le cadre des sanctions administratives,
Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2016,

DECIDE A L'UNANIMITE

de reconduire et de ratifier la convention 2016-2017 prise entre l'Etat fédéral et la

ville de Marche-en-Famenne sur la médiation dans le cadre des sanctions administratives communales.

18. Conférence des Elus - Approbation du Contrat de Supracommunalité entre les Communes et la Province de Luxembourg

LE CONSEIL,

Vu l'article L-1122-30 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures;

Vu le courrier du 17 juin 2016 de Messieurs Patrick ADAM et Benoît PIEDBOEUF, Coprésidents de la Conférence Luxembourgeoise des Elus concernant l'approbation du Contrat de Supracommunalité entre les Communes et la Province de Luxembourg ;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'approuver le Contrat de Supracommunalité entre les Communes et la Province de Luxembourg.

19. Personnel - Nominations - Principe - Conditions de recrutement

LE CONSEIL COMMUNAL,

Dans l'exécution des décisions soumises au vote ce jour, le Conseil communal précise:

- que le jury définira une liste de lauréats ayant obtenu 60% sans classement par point;
- que dans cette sélection du jury, l'ordre d'ancienneté sera respecté, tout en tenant également compte du rapport d'évaluation du chef de service/Division et du taux d'absentéisme;
- qu'il sera constitué une réserve de recrutement pour chaque recrutement proposé, conformément à l'article 21 du statut administratif de la Ville de Marche-en-famenne;

A) Recrutement d'un(e) assistant(e) social(e), responsable du service éducatifs de rues en vue d'une nomination définitive pour le département Prévention au sein de la Division NTIC & Proximité

LE CONSEIL,

Vu les délibérations du Conseil Communal du 2 juin 2014, devenus pleinement exécutoires par expiration du délai de tutelle à la date du 4 septembre 2014, en vertu de l'article L3132-1§4 dernier alinéa du Code de la démocratie locale et de la décentralisation fixant le cadre du personnel statutaire et du cadre du personnel contractuel et ce, à partir du 1er janvier 2014;

Vu la délibération du Conseil Communal du 6 juillet 2009 décidant le principe de l'adhésion au Pacte pour une Fonction publique locale et provinciale solide et solidaire avec effet au 1er juin 2009 et confirmant le maintien du principe de nomination compensatoire en remplacement d'agents statutaires admis à la pension;

Vu les décisions du Collège communal du 17 et 24 octobre 2016 décidant le principe de recrutement d'un(e) assistant(e) social(e), responsable du service éducateur de rues en vue d'une nomination définitive pour le département

Prévention au sein de la Division NTIC & Proximité, arrêtant les conditions les conditions de recrutement, le profil de fonction et la composition du jury;

Considérant que cette fonction d'assistante(e) social(e), responsable du service éducateur de rues est prévue au cadre;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au recrutement dans cette fonction actuellement vacante;

Vu que l'ensemble des dossiers soumis à nomination, pour 16 postes, dont celui-ci ont une incidence financière de l'ordre de +/- 182.000 € et que conformément à l'article L 1124-40 §1,3° du CDLD, l'avis du Directeur financier est obligatoirement sollicité;

Vu la demande d'avis de légalité adressée au Directeur financier en date du 27 octobre 2016;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 7 novembre 2016 et joint au dossier;

Considérant que l'accord des organisations syndicales a été sollicité;

En statuant en séance publique;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'arrêter comme suit les conditions d'accès à l'emploi d'assistante(e) social(e), responsable du service éducateurs de rues en vue d'une nomination définitive pour le département Prévention au sein de la Division NTIC & Proximité :

Les conditions de recrutement sont les suivantes :

1. Etre ressortissant ou non d'un Etat membre de l'Union européenne (Pour les ressortissants hors d'un Etat membre de l'Union européenne, être titulaire d'un permis de travail);
2. Jouir des droits civils et politiques;
3. Etre de conduite répondant aux exigences de la fonction;
4. Justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction;
5. Etre titulaire du diplôme d'assistant(e) social(e) ou équivalent;
6. Pouvoir justifier une expérience de 5 ans dans le domaine correspondant aux qualifications requises telle que prévu dans le profil de fonction ci-dessous; L'agent doit satisfaire durant toute la carrière aux conditions visées aux points 1°,2°,3°,4° ci-dessus;
7. L'intéressé(e) bénéficiera de l'échelle de traitement B1;
8. Réussir une épreuve sous forme d'interview (expliquer les moyens à mettre en œuvre pour exécuter ses missions);
9. Pour réussir les candidat(e)s devront avoir 60% des points;

10. Description de la fonction :

Le responsable des éducateurs de rue, en sa qualité d'assistant(e) social aura pour mission de :

- Gérer, en première ligne, l'équipe des éducateurs de rue (planning, gestion des congés,...);
- Développer une offre complémentaire et supplémentaire de services accessibles au public;
- Animations sur le terrain;

- Gestion des projets visant à accentuer le bien-être social;
- Assurer une présence visible en rue, permettant d'établir le contact avec la population;
- Créer des liens sociaux au sein des quartiers;
- Exercer au sein du quartier un rôle actif d'intervention sociale et d'aide auprès de leur public-cible à savoir les personnes et les groupes en difficulté;
- Participer à l'information et à l'écoute du public;
- Participer à la politique de prévention menée sur le territoire communal;
- Participer à des réunions spécifiques à la fonction dans un but de formation continue;
- Travailler dans le respect du cadre déontologique en lien avec la fonction.

Le(la) responsable du service est amené(e) à travailler avec :

- L'ensemble de la population marchoise
- L'équipe sociale, technique et administrative du département « Prévention »
- Les surveillants habilités
- L'ensemble des services sociaux publics et associatifs (CPAS, Mic-Ados, SAJ,...)
- Les services administratifs de la Ville de Marche-en-Famenne
- Tous partenaires spécifiques dans le cadre du suivi et de l'instruction des situations
- Les directions des écoles
- Tous réseaux de professionnels, services ou organismes publics, privés ou associatifs pouvant être utiles au suivi des situations.

11. Programme de l'examen

Epreuve orale : entretien sur des questions en rapport avec l'emploi sollicité.
Elle porte sur la matière suivante :

- L'évolution et les politiques de prévention qui sont existantes sur notre commune
- les règles, les outils en terme de suivi ou de communication vis à vis du public rencontré et les moyens ou projets à mettre en œuvre pour les différentes politiques de prévention (jeunes, familles,...)

12. La commission de sélection est déterminée par le Conseil telle que prévu à l'article 18 du Chapitre IV du statut administratif du personnel communal.

La composition du Jury est proposée ci-après :

- Un(e) responsable d'un service prévention d'une autre commune;
- Le chef de Division de la Division dont question;
- Le Directeur général ou son délégué.

13. Toute organisation syndicale représentative a le droit de désigner un observateur auprès du jury.

14. Les candidatures éventuelles, accompagnées d'un extrait de casier judiciaire et d'une copie du ou des diplômes demandés, pourront être adressées, sous pli recommandé à la poste ou déposé contre accusé de réception, à Monsieur le Bourgmestre, Boulevard du midi, 22 à 6900 MARCHE pour le 24 novembre 2016 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à Monsieur Jean-Paul LECARTE, Directeur général, Hôtel de ville de et à Marche (Tél. 084/32.70.00).

B) Recrutement d'un(e) Chef de Bureau administratif, conseiller en prévention en vue d'une nomination définitive pour le département énergie, prévention et sécurité au sein de la Division Travaux Patrimoine

LE CONSEIL,

Vu les délibérations du Conseil Communal du 2 juin 2014, devenus pleinement exécutoires par expiration du délai de tutelle à la date du 4 septembre 2014, en vertu de l'article L3132-1§4 dernier alinéa du Code de la démocratie locale et de la décentralisation fixant le cadre du personnel statutaire et du cadre du personnel contractuel et ce, à partir du 1er janvier 2014;

Vu la délibération du Conseil Communal du 6 juillet 2009 décidant le principe de l'adhésion au Pacte pour une Fonction publique locale et provinciale solide et solidaire avec effet au 1er juin 2009 et confirmant le maintien du principe de nomination compensatoire en remplacement d'agents statutaires admis à la pension;

Vu les décisions du Collège communal du 17 et 24 octobre 2016 décidant le principe de recrutement d'un(e) Chef de Bureau administratif, Conseiller en prévention en vue d'une nomination définitive pour le département énergie, prévention et sécurité au sein de la Division Travaux Patrimoine, arrêtant les conditions les conditions de recrutement, le profil de fonction et la composition du jury;

Considérant que cette fonction de Chef de Bureau administratif, conseiller en prévention est prévue au cadre;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au recrutement dans cette fonction actuellement vacante;

Vu que l'ensemble des dossiers soumis à nomination, pour 16 postes, dont celui-ci ont une incidence financière de l'ordre de +/- 182.000 € et que conformément à l'article L 1124-40 §1,3° du CDLD, l'avis du Directeur financier est obligatoirement sollicité;

Vu la demande d'avis de légalité adressée au Directeur financier en date du 27 octobre 2016;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 7 novembre 2016 et joint au dossier;

Considérant que l'accord des organisations syndicales a été sollicité;

En statuant en séance publique;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'arrêter comme suit les conditions d'accès à l'emploi d'un(e) Chef de Bureau administratif, conseiller en prévention en vue d'une nomination définitive pour le département énergie, prévention et sécurité au sein de la Division Travaux Patrimoine :

Les conditions de recrutement sont les suivantes :

1. Etre ressortissant ou non d'un Etat membre de l'Union européenne (Pour les ressortissants hors d'un Etat membre de l'Union européenne, être titulaire d'un permis de travail);
2. Jouir des droits civils et politiques;
3. Etre de conduite répondant aux exigences de la fonction;
4. Justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction;
5. Etre titulaire du diplôme d'un Master ou équivalent;
6. Etre titulaire de la formation de conseiller en prévention de niveau I;
7. Pouvoir justifier une expérience de 5 ans dans le domaine correspondant aux qualifications requises telle que prévu dans le profil de fonction ci-dessous;
L'agent doit satisfaire durant toute la carrière aux conditions visées aux points 1°, 2°, 3°, 4° ci-dessus;
8. L'intéressé(e) bénéficiera de l'échelle de traitement A1;
9. Réussir une épreuve sous forme d'interview (expliquer les moyens à mettre en œuvre pour exécuter ses missions);
10. Pour réussir les candidat(e)s devront avoir 60% des points;

11. Description de la fonction

Le conseiller en prévention analyse les situations de travail et contrôle l'application de la réglementation du bien-être au travail. Il interagit avec l'employeur, les agents et les partenaires internes et externes en vue de concevoir un plan global de prévention dans lequel s'inscrivent les plans annuels de mise en œuvre. Il adopte une attitude stratégique en vue de prévenir de façon optimale les risques sur le lieu de travail.

Assurer :

- La coordination de la mise en œuvre de la politique de prévention de l'administration;
- La coordination des interventions des partenaires externes de prévention (SEPP, CPPT ,...);
- Le suivi des bâtiments au niveau de l'énergie;
- La proposition des actions à insérer dans les plans d'actions;
- Un rôle de conseil pour l'employeur au sujet des actions qu'il entreprend pour appliquer les principes du bien-être au travail.

12. Programme de l'examen

Epreuve orale : entretien sur des questions en rapport avec l'emploi sollicité.
Elle porte sur la matière suivante :

- La loi sur le bien-être au travail;
- Le rôle du CPPT et SEPP;
- Sur la vision du rôle du conseiller en prévention au sein de l'administration ses droits et ses devoirs.

13. La commission de sélection est déterminée par le Conseil telle que prévu à l'article 18 du Chapitre IV du statut administratif du personnel communal.

La composition du Jury est proposée ci-après :

- Un(e) responsable d'un service prévention d'une autre commune;
- Le Directeur des Travaux;
- Le Directeur général ou son délégué.

14. Toute organisation syndicale représentative a le droit de désigner un observateur auprès du jury.

15. Les candidatures éventuelles, accompagnées d'un extrait de casier judiciaire et d'une copie du ou des diplômes demandés, pourront être adressées, sous pli recommandé à la poste ou déposé contre accusé de réception, à Monsieur le Bourgmestre, Boulevard du midi, 22 à 6900 MARCHE pour le 24 novembre 2016 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à Monsieur Jean-Paul LECARTE, Directeur général, Hôtel de ville de et à Marche (Tél. 084/32.70.00).

C) Recrutement d'un(e) agent de niveau Bachelier, gestionnaire réseau en vue d'une nomination définitive pour le département réseau et télécom au sein de la Division NTIC et Proximité

LE CONSEIL,

Vu les délibérations du Conseil Communal du 2 juin 2014, devenus pleinement exécutoires par expiration du délai de tutelle à la date du 4 septembre 2014, en vertu de l'article L3132-1§4 dernier alinéa du Code de la démocratie locale et de la décentralisation fixant le cadre du personnel statutaire et du cadre du personnel contractuel et ce, à partir du 1er janvier 2014;

Vu la délibération du Conseil Communal du 6 juillet 2009 décidant le principe de l'adhésion au Pacte pour une Fonction publique locale et provinciale solide et solidaire avec effet au 1er juin 2009 et confirmant le maintien du principe de nomination compensatoire en remplacement d'agents statutaires admis à la pension;

Vu les décisions du Collège communal du 17 et 24 octobre 2016 décidant le principe de recrutement d'un(e) agent de niveau Bachelier, gestionnaire réseau en vue d'une nomination définitive pour le département réseau et télécom au sein de la Division NTIC et Proximité, arrêtant les conditions les conditions de recrutement, le profil de fonction et la composition du jury;

Considérant que cette fonction de gestionnaire réseau est prévue au cadre;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au recrutement dans cette fonction actuellement vacante;

Vu que l'ensemble des dossiers soumis à nomination, pour 16 postes, dont celui-ci ont une incidence financière de l'ordre de +/- 182.000 € et que conformément à l'article L 1124-40 §1,3° du CDLD, l'avis du Directeur financier est obligatoirement sollicité;

Vu la demande d'avis de légalité adressée au Directeur financier en date du 27 octobre 2016;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 7 novembre 2016 et joint au dossier;

Considérant que l'accord des organisations syndicales a été sollicité;

En statuant en séance publique;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'arrêter comme suit les conditions d'accès à l'emploi d'un(e) agent de niveau Bachelier, gestionnaire réseau en vue d'une nomination définitive pour le département réseau et télécom au sein de la Division NTIC et Proximité :

Les conditions de recrutement sont les suivantes :

1. Etre ressortissant ou non d'un Etat membre de l'Union européenne (Pour les ressortissants hors d'un Etat membre de l'Union européenne, être titulaire d'un permis de travail);
2. Jouir des droits civils et politiques;
3. Etre de conduite répondant aux exigences de la fonction;
4. Justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction;
5. Etre titulaire du diplôme de niveau bachelier correspondant à la fonction ou équivalent;
6. Pouvoir justifier une expérience de 5 ans dans le domaine correspondant aux qualifications requises telle que prévu dans le profil de fonction ci-dessous;
L'agent doit satisfaire durant toute la carrière aux conditions visées aux points 1°,2°,3°,4° ci-dessus
7. L'intéressé(e) bénéficiera de l'échelle de traitement B1;
8. Réussir une épreuve sous forme d'interview (expliquer les moyens à mettre en œuvre pour exécuter ses missions);
9. Pour réussir les candidat(e)s devront avoir 60% des points;

10. Description de la fonction :

Assurer :

- la sécurité et la gestion du réseau local (firewall, serveurs web, mail,...) y compris la téléphonie IP;
- la maintenance des éléments actifs du réseau;
- la gestion des données, des utilisateurs, des droits sur le réseau;
- la gestion du développement du système informatique au niveau des logiciels et du matériel;
- la responsabilité et le suivi du travail du technicien TIC;
- ces missions se feront en collaboration avec et sous la responsabilité hiérarchique du Responsable du Centre de Support Télématique.

11. Programme de l'examen

Epreuve orale : entretien sur des questions en rapport avec l'emploi sollicité.
Elle porte sur la matière suivante :

- Le raisonnement et l'approche efficace pour prévenir et résoudre les problèmes des réseaux;
- Les règles de protection de vie privée et de sécurité des données des utilisateurs;
- L'évolution des nouvelles technologies.

12. La commission de sélection est déterminée par le Conseil telle que prévu à l'article 18 du Chapitre IV du statut administratif du personnel communal.

La composition du Jury est proposée ci-après :

- Un(e) responsable d'un service réseau d'une autre commune;
- Le Chef de Division de la Division dont question;
- Le Directeur général ou son délégué.

13. Toute organisation syndicale représentative a le droit de désigner un observateur auprès du jury.

14. Les candidatures éventuelles, accompagnées d'un extrait de casier judiciaire et d'une copie du ou des diplômes demandés, pourront être adressées, sous pli recommandé à la poste ou déposé contre accusé de réception, à Monsieur le Bourgmestre, Boulevard du midi, 22 à 6900 MARCHE pour le 24 novembre 2016 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à Monsieur Jean-Paul LECARTE, Directeur général, Hôtel de ville de et à Marche (Tél. 084/32.70.00)

D) Recrutement d'un(e) gradué(e) spécifique, auxiliaire principal(e) de direction en vue d'une nomination définitive pour le département secrétariat général au sein de la Division Administration centrale

LE CONSEIL,

Vu les délibérations du Conseil Communal du 2 juin 2014, devenus pleinement exécutoires par expiration du délai de tutelle à la date du 4 septembre 2014, en vertu de l'article L3132-1§4 dernier alinéa du Code de la démocratie locale et de la décentralisation fixant le cadre du personnel statutaire et du cadre du personnel contractuel et ce, à partir du 1er janvier 2014;

Vu la délibération du Conseil Communal du 6 juillet 2009 décidant le principe de l'adhésion au Pacte pour une Fonction publique locale et provinciale solide et solidaire avec effet au 1er juin 2009 et confirmant le maintien du principe de nomination compensatoire en remplacement d'agents statutaires admis à la pension;

Vu les décisions du Collège communal du 17 et 24 octobre 2016 décidant le principe de recrutement d'un(e) gradué(e) spécifique, auxiliaire principal(e) de direction en vue d'une nomination définitive pour le département secrétariat général au sein de la Division Administration centrale, arrêtant les conditions de recrutement, le profil de fonction et la composition du jury;

Considérant que cette fonction de gradué(e) spécifique, auxiliaire principal(e) de direction est prévue au cadre;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au recrutement dans cette fonction actuellement vacante;

Vu que l'ensemble des dossiers soumis à nomination, pour 16 postes, dont celui-ci ont une incidence financière de l'ordre de +/- 182.000 € et que conformément à l'article L 1124-40 §1,3° du CDLD, l'avis du Directeur financier est obligatoirement sollicité;

Vu la demande d'avis de légalité adressée au Directeur financier en date du 27 octobre 2016;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 7 novembre 2016 et joint au dossier;

Considérant que l'accord des organisations syndicales a été sollicité;

En statuant en séance publique;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'arrêter comme suit les conditions d'accès à l'emploi de gradué(e) spécifique, auxiliaire principal(e) de direction en vue d'une nomination définitive pour le département secrétariat général au sein de la Division Administration centrale :

Les conditions de recrutement sont les suivantes :

1. Etre ressortissant ou non d'un Etat membre de l'Union européenne (Pour les ressortissants hors d'un Etat membre de l'Union européenne, être titulaire d'un permis de travail);
2. Jouir des droits civils et politiques;
3. Etre de conduite répondant aux exigences de la fonction;
4. Justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction;
5. Etre titulaire du diplôme de niveau bachelier en droit ou équivalent;
6. Pouvoir justifier une expérience de 5 ans dans le domaine correspondant aux qualifications requises telle que prévu dans le profil de fonction ci-dessous;
L'agent doit satisfaire durant toute la carrière aux conditions visées aux points 1°,2°,3°,4° ci-dessus;
7. L'intéressé(e) bénéficiera de l'échelle de traitement B1;
8. Réussir une épreuve sous forme d'interview (expliquer les moyens à mettre en œuvre pour exécuter ses missions);
9. Pour réussir les candidat(e)s devront avoir 60% des points;
10. Description de la fonction :

Assurer :

- la responsabilité du travail administratif du secrétariat général;
- la gestion des assemblées des organes de direction de la commune : rédactions d'ordres du jour, de procès-verbaux, d'extraits, de correspondances, le suivi des dossiers entrants et sortants,...;
- la gestion du portefeuille d'assurances et des matières juridiques;
- la supervision du staff du secrétariat général;
- la maîtrise des outils informatiques et développements futurs aux nouvelles technologies.

11. Programme de l'examen

Epreuve orale : entretien sur des questions en rapport avec l'emploi sollicité.
Elle porte sur la matière suivante :

- Le code de la démocratie locale et de la décentralisation;
- Sur les organes de direction de la commune;
- sur la législation en rapport avec le portefeuille d'assurances d'une commune (dont accidents de travail).

12. La commission de sélection est déterminée par le Conseil telle que prévu à l'article 18 du Chapitre IV du statut administratif du personnel communal.

La composition du Jury est proposée ci-après :

- Un(e) responsable d'un service secrétariat général d'une autre commune;
- Le Chef de Division de la Division dont question;
- Le Directeur général ou son délégué.

13. Toute organisation syndicale représentative a le droit de désigner un observateur auprès du jury.

14. Les candidatures éventuelles, accompagnées d'un extrait de casier judiciaire et d'une copie du ou des diplômes demandés, pourront être adressées, sous pli recommandé à la poste ou déposé contre accusé de réception, à Monsieur le Bourgmestre, Boulevard du midi, 22 à 6900 MARCHE pour le 24 novembre 2016 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à Monsieur Jean-Paul LECARTE, Directeur général, Hôtel de ville de et à Marche (Tél. 084/32.70.00).

E) Recrutement d'un(e) agent de niveau Bachelier, responsable des projets et des formations en TIC en vue d'une nomination définitive pour le département TIC au sein de la Division NTIC & Proximité

LE CONSEIL,

Vu les délibérations du Conseil Communal du 2 juin 2014, devenus pleinement exécutoires par expiration du délai de tutelle à la date du 4 septembre 2014, en vertu de l'article L3132-1§4 dernier alinéa du Code de la démocratie locale et de la décentralisation fixant le cadre du personnel statutaire et du cadre du personnel contractuel et ce, à partir du 1er janvier 2014;

Vu la délibération du Conseil Communal du 6 juillet 2009 décidant le principe de l'adhésion au Pacte pour une Fonction publique locale et provinciale solide et solidaire avec effet au 1er juin 2009 et confirmant le maintien du principe de nomination compensatoire en remplacement d'agents statutaires admis à la pension;

Vu les décisions du Collège communal du 17 et 24 octobre 2016 décidant le principe de recrutement d'un(e) agent Bachelier, responsable des projets et des formations en TIC en vue d'une nomination définitive pour le département TIC au sein de la Division NTIC & Proximité, arrêtant les conditions de recrutement, le profil de fonction et la composition du jury;

Considérant que cette fonction de responsable des projets et des formations en TIC est prévue au cadre;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au recrutement dans cette fonction actuellement vacante;

Vu que l'ensemble des dossiers soumis à nomination, pour 16 postes, dont celui-ci ont une incidence financière de l'ordre de +/- 182.000 € et que conformément à l'article L 1124-40 §1,3° du CDLD, l'avis du Directeur financier est obligatoirement sollicité;

Vu la demande d'avis de légalité adressée au Directeur financier en date du 27 octobre 2016;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 7 novembre 2016 et joint au dossier;

Considérant que l'accord des organisations syndicales a été sollicité;

En statuant en séance publique;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'arrêter comme suit les conditions d'accès à l'emploi de responsable des projets et des formations en TIC en vue d'une nomination définitive pour le département TIC au sein de la Division NTIC & Proximité :

Les conditions de recrutement sont les suivantes :

1. Etre ressortissant ou non d'un Etat membre de l'Union européenne (Pour les ressortissants hors d'un Etat membre de l'Union européenne, être titulaire d'un permis de travail);
2. Jouir des droits civils et politiques;
3. Etre de conduite répondant aux exigences de la fonction;
4. Justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction;
5. Etre titulaire du diplôme de niveau bachelier ou équivalent;
6. Pouvoir justifier une expérience de 5 ans dans le domaine correspondant aux qualifications requises telle que prévu dans le profil de fonction ci-dessous;
L'agent doit satisfaire durant toute la carrière aux conditions visées aux points 1°,2°,3°,4° ci-dessus;
7. L'intéressé(e) bénéficiera de l'échelle de traitement B1;
8. Réussir une épreuve sous forme d'interview (expliquer les moyens à mettre en œuvre pour exécuter ses missions);
9. Pour réussir les candidat(e)s devront avoir 60% des points;

10. Description de la fonction :

Cette personne assiste le Chef de Division dans la gestion globale des TIC et notamment les différents projets et dossiers, les activités de formations,...
A ce titre, elle aide à planifier, coordonner et assurer la réalisation des activités administratives et pédagogiques de ces différentes matières :

- Planifier, organiser, coordonner les activités de l'EPN en concertation avec les animateurs multimédia;
- Participer et représenter le service lors des différentes réunions ou présentations (plateforme partenariale, comité de suivi, réunion de projets, séminaires);
- Assurer la rédaction de divers documents tels que délibérations au Collège et au Conseil, syllabus, procédures, réglementation, bilan sur ses activités, rapport annuel, formalités administratives vis-à-vis d'organismes tiers,...;
- Assurer la facturation et le suivi des paiements des prestations formatives et de location;
- Assurer l'évaluation des besoins (analyse fonctionnelle) des différents services communaux;
- Assurer avec l'équipe l'élaboration, l'organisation et l'animation à l'intention du/des public(s) cible(s), des activités de formation (objectifs pédagogiques, supports de cours) aux TIC;
- Assurer des activités pédagogiques et donne son avis concernant les activités ; modulaires telles que définition du syllabus cadre, des objectifs pédagogiques, création de nouveaux cours et révision de programme;
- Alimenter et gérer, en collaboration avec le service communication, le contenu des différents canaux médias de la Ville (Web, réseaux sociaux etc...);
- Coordonner les applications eGovernment (gestionnaire sécurité, applications métier, plone meeting,...);

11. Programme de l'examen

Epreuve orale : entretien sur des questions en rapport avec l'emploi sollicité.
Elle porte sur la matière suivante :

- L'évolution des nouvelles technologies;
- La gestion des équipes;
- Le suivi pédagogique des offres de formations;
- Les bases de la comptabilité communale.

12. La commission de sélection est déterminée par le Conseil telle que prévu à l'article 18 du Chapitre IV du statut administratif du personnel communal.

La composition du Jury est proposée ci-après :

- Un(e) responsable d'un service TIC d'une autre commune;
- Le Chef de Division;
- Le Directeur général ou son délégué.

13. Toute organisation syndicale représentative a le droit de désigner un observateur auprès du jury.

14. Les candidatures éventuelles, accompagnées d'un extrait de casier judiciaire et d'une copie du ou des diplômes demandés, pourront être adressées, sous pli recommandé à la poste ou déposé contre accusé de réception, à Monsieur le Bourgmestre, Boulevard du midi, 22 à 6900 MARCHE pour le 24 novembre 2016 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à Monsieur Jean-Paul LECARTE, Directeur général, Hôtel de ville de et à Marche (Tél. 084/32.70.00).

F) Recrutement d'un(e) gradué(e) spécifique, éco-conseiller(ère) en vue d'une nomination définitive pour le département Environnement au sein de la Division Aménagement du territoire

LE CONSEIL,

Vu les délibérations du Conseil Communal du 2 juin 2014, devenus pleinement exécutoires par expiration du délai de tutelle à la date du 4 septembre 2014, en vertu de l'article L3132-1§4 dernier alinéa du Code de la démocratie locale et de la décentralisation fixant le cadre du personnel statutaire et du cadre du personnel contractuel et ce, à partir du 1er janvier 2014;

Vu la délibération du Conseil Communal du 6 juillet 2009 décidant le principe de l'adhésion au Pacte pour une Fonction publique locale et provinciale solide et solidaire avec effet au 1er juin 2009 et confirmant le maintien du principe de nomination compensatoire en remplacement d'agents statutaires admis à la pension;

Vu les décisions du Collège communal du 17 et 24 octobre 2016 décidant le principe de recrutement d'un(e) gradué(e) spécifique, éco-conseiller(ère) en vue d'une nomination définitive pour le département Environnement au sein de la Division Aménagement du territoire, arrêtant les conditions de recrutement, le profil de fonction et la composition du jury;

Considérant que cette fonction d'un(e) éco-conseiller(ère) est prévue au cadre;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au recrutement dans cette fonction actuellement vacante;

Vu que l'ensemble des dossiers soumis à nomination, pour 16 postes, dont celui-ci ont une incidence financière de l'ordre de +/- 182.000 € et que conformément à l'article L 1124-40 §1,3° du CDLD, l'avis du Directeur financier est obligatoirement sollicité;

Vu la demande d'avis de légalité adressée au Directeur financier en date du 27 octobre 2016;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 7 novembre 2016 et joint au dossier;

Considérant que l'accord des organisations syndicales a été sollicité;

En statuant en séance publique;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'arrêter comme suit les conditions d'accès à l'emploi de gradué(e) spécifique, éco-conseiller(ère) en vue d'une nomination définitive pour le département Environnement au sein de la Division Aménagement du territoire :

Les conditions de recrutement sont les suivantes :

1. Etre ressortissant ou non d'un Etat membre de l'Union européenne (Pour les ressortissants hors d'un Etat membre de l'Union européenne, être titulaire d'un permis de travail);
2. Jouir des droits civils et politiques;
3. Etre de conduite répondant aux exigences de la fonction;
4. Justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction;
5. Etre titulaire du diplôme de niveau bachelier correspondant à la fonction ou équivalent avec une formation en environnement d'au moins 300 heures;
6. Pouvoir justifier une expérience de 5 ans dans le domaine correspondant aux qualifications requises telle que prévu dans le profil de fonction ci-dessous; L'agent doit satisfaire durant toute la carrière aux conditions visées aux points 1°,2°,3°,4° ci-dessus
7. L'intéressé(e) bénéficiera de l'échelle de traitement B1;
8. Réussir une épreuve sous forme d'interview (expliquer les moyens à mettre en œuvre pour exécuter ses missions);
9. Pour réussir les candidat(e)s devront avoir 60% des points;

10. Description de la fonction :

- Coordination locale du Plan Communal de Développement de la Nature;
- Interface entre le GRIMM et la commune (sur le plan administratif);
- Suivi des déclarations environnementales de classe 3;
- Avis sur les permis d'urbanisme relatifs à l'environnement et l'épuration des eaux;
- Suivi de terrain et ou administratif de dossiers avec problèmes relatifs à l'environnement et en cas de pollution;
- Suivi administratif des contrats de rivières Ourthe et Lesse;
- Coordination du projet « en marche vers un développement soutenable »;
- Suivi administratif des dossiers et courriers de l'Echevin(e) de l'environnement et de la santé;
- Suivi des politiques relatives aux déchets et dépôts sauvages;
- Suivi du dossier « porcheries ».

11. Programme de l'examen

Epreuve orale : entretien sur des questions en rapport avec l'emploi sollicité.
Elle porte sur la matière suivante :

- Le Plan communal de développement de la nature;
- Sur la gestion environnementale des déchets, de l'eau et de l'énergie;
- le rôle d'un éco-conseiller au niveau local avec les différents partenaires internes et externes;
- connexion environnement – aménagement du territoire.

12. La commission de sélection est déterminée par le Conseil telle que prévu à l'article 18 du Chapitre IV du statut administratif du personnel communal.
La composition du Jury est proposée ci-après :

- Un(e) responsable d'un service environnement d'une autre commune;
- Le chef de Division de la Division dont question;
- Le Directeur général ou son délégué.

13. Toute organisation syndicale représentative a le droit de désigner un observateur auprès du jury.

14. Les candidatures éventuelles, accompagnées d'un extrait de casier judiciaire et d'une copie du ou des diplômes demandés, pourront être adressées, sous pli recommandé à la poste ou déposé contre accusé de réception, à Monsieur le Bourgmestre, Boulevard du midi, 22 à 6900 MARCHE pour le 24 novembre 2016 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à Monsieur Jean-Paul LECARTE, Directeur général, Hôtel de ville de et à Marche (Tél. 084/32.70.00).

G) Recrutement d'un(e) employé(e) d'administration en vue d'une nomination définitive pour le département Ressources Humaines au sein de la Division Administration Centrale

LE CONSEIL,

Vu les délibérations du Conseil Communal du 2 juin 2014, devenus pleinement exécutoires par expiration du délai de tutelle à la date du 4 septembre 2014, en vertu de l'article L3132-1§4 dernier alinéa du Code de la démocratie locale et de la décentralisation fixant le cadre du personnel statutaire et du cadre du personnel contractuel et ce, à partir du 1er janvier 2014;

Vu la délibération du Conseil Communal du 6 juillet 2009 décidant le principe de l'adhésion au Pacte pour une Fonction publique locale et provinciale solide et solidaire avec effet au 1er juin 2009 et confirmant le maintien du principe de nomination compensatoire en remplacement d'agents statutaires admis à la pension;

Vu les décisions du Collège communal du 17 et 24 octobre 2016 décidant le principe de recrutement d'un(e) employé(e) d'administration en vue d'une nomination définitive pour le département Ressources Humaines au sein de la Division Administration Centrale, arrêtant les conditions de recrutement, le profil de fonction et la composition du jury;

Considérant que cette fonction d'employé(e) d'administration est prévue au cadre;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au recrutement dans cette fonction actuellement vacante;

Vu que l'ensemble des dossiers soumis à nomination, pour 16 postes, dont celui-ci, ont une incidence financière de l'ordre de +/- 182.000 € et que conformément à l'article L 1124-40 §1,3° du CDLD, l'avis du Directeur financier est obligatoirement sollicité;

Vu la demande d'avis de légalité adressée au Directeur financier en date du 27 octobre 2016;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 7 novembre 2016 et joint au dossier;

Considérant que l'accord des organisations syndicales a été sollicité;

En statuant en séance publique;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'arrêter comme suit les conditions d'accès à l'emploi d'employé(e) d'administration en vue d'une nomination définitive pour le département Ressources Humaines au sein de la Division Administration Centrale :

Les conditions de recrutement sont les suivantes :

1. Etre ressortissant ou non d'un Etat membre de l'Union européenne (Pour les ressortissants hors d'un Etat membre de l'Union européenne, être titulaire d'un permis de travail);
2. Jouir des droits civils et politiques;
3. Etre de conduite répondant aux exigences de la fonction;
4. Justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction ;
5. Etre titulaire du diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou équivalent ou disposer des compétences valorisables constatées par un organisme officiel;
6. Pouvoir justifier une expérience de 5 ans dans le domaine correspondant aux qualifications requises telle que prévu dans le profil de fonction ci-dessous;
L'agent doit satisfaire durant toute la carrière aux conditions visées aux points 1°,2°,3°,4° ci-dessus;
7. L'intéressé(e) bénéficiera de l'échelle de traitement D4;
8. Réussir une épreuve sous forme d'interview (expliquer les moyens à mettre en œuvre pour exécuter ses missions);
9. Pour réussir les candidat(e)s devront avoir 60% des points;

10. Description de la fonction :

- La gestion des calculs des salaires du personnel des ASBL paracomunales;
- La gestion des calculs des salaires partie commune en cas d'absence de la personne de référence;
- Le suivi des dossiers du personnel tant au niveau administratif qu'au niveau de la législation sociale (délibérations de traitements, contrats, recrutements,...);
- Une mission comptable au niveau des ASBL en terme de communication des avis et des analyses financières diverses pour le Collège communal et le Conseil Communal;
- La gestion du statut administratif et pécuniaire ainsi que du règlement de travail.

Ces missions se feront en collaboration avec et sous la responsabilité hiérarchique du Responsable des Ressources Humaines.

11. Programme de l'examen

Epreuve orale : entretien sur des questions en rapport avec l'emploi sollicité.
Elle porte sur la matière suivante :

- sur la législation sociale;
- sur les règles au niveau calcul des salaires;
- sur les règles à respecter lors des recrutements.

12. La commission de sélection est déterminée par le Conseil telle que prévu à l'article 18 du Chapitre IV du statut administratif du personnel communal.

La composition du Jury est proposée ci-après :

- Un(e) responsable d'un service RH d'une autre commune;
- Le Responsable RH commun Ville/CPAS;
- Le Directeur général ou son délégué.

13. Toute organisation syndicale représentative a le droit de désigner un observateur auprès du jury.

14. Les candidatures éventuelles, accompagnées d'un extrait de casier judiciaire et d'une copie du ou des diplômes demandés, pourront être adressées, sous pli recommandé à la poste ou déposé contre accusé de réception, à Monsieur le Bourgmestre, Boulevard du midi, 22 à 6900 MARCHE pour le 24 novembre 2016 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à Monsieur Jean-Paul LECARTE, Directeur général, Hôtel de ville de et à Marche (Tél. 084/32.70.00).

H) Recrutement de six ouvriers(ères) en vue d'une nomination définitive pour le département Technique Voiries – Patrimoine et cadre de vie au sein de la Division Travaux -Patrimoine

LE CONSEIL,

Vu les délibérations du Conseil Communal du 2 juin 2014, devenus pleinement exécutoires par expiration du délai de tutelle à la date du 4 septembre 2014, en vertu de l'article L3132-1§4 dernier alinéa du Code de la démocratie locale et de la décentralisation fixant le cadre du personnel statutaire et du cadre du personnel contractuel et ce, à partir du 1er janvier 2014;

Vu la délibération du Conseil Communal du 6 juillet 2009 décidant le principe de l'adhésion au Pacte pour une Fonction publique locale et provinciale solide et solidaire avec effet au 1er juin 2009 et confirmant le maintien du principe de nomination compensatoire en remplacement d'agents statutaires admis à la pension;

Vu les décisions du Collège communal du 17 et 24 octobre 2016 décidant le principe de recrutement de six ouvriers(ères) en vue d'une nomination définitive pour le département Technique Voiries – Patrimoine au sein de la Division Travaux - Patrimoine, arrêtant les conditions de recrutement, le profil de fonction et la composition du jury;

Considérant que ces fonctions d'ouvrier sont prévues au cadre;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au recrutement dans ces fonctions actuellement vacantes;

Vu que l'ensemble des dossiers soumis à nomination, pour 16 postes, dont celui-ci ont une incidence financière de l'ordre de +/- 182.000 € et que conformément à l'article L 1124-40 §1,3° du CDLD, l'avis du Directeur financier est obligatoirement sollicité;

Vu la demande d'avis de légalité adressée au Directeur financier en date du 27 octobre 2016;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 7 novembre 2016 et joint au dossier;

Considérant que l'accord des organisations syndicales a été sollicité;

En statuant en séance publique;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'arrêter comme suit les conditions d'accès à l'emploi d'ouvrier pour le département Technique Voiries – Patrimoine et cadre de vie au sein de la Division Travaux - Patrimoine :

Les conditions de recrutement sont les suivantes :

1. Etre ressortissant ou non d'un Etat membre de l'Union européenne (Pour les ressortissants hors d'un Etat membre de l'Union européenne, être titulaire d'un permis de travail);
2. Jouir des droits civils et politiques;
3. Etre de conduite répondant aux exigences de la fonction;
4. Justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction;
5. Etre titulaire du diplôme minimum de niveau E.T.S.I. ou C.T.S.I. ou équivalent ou disposer des compétences valorisables constatées par un organisme officiel;
6. Pouvoir justifier une expérience de 4 ans dans le domaine correspondant aux qualifications requises telle que prévu dans le profil de fonction ci-dessous; L'agent doit satisfaire durant toute la carrière aux conditions visées aux points 1°,2°,3°,4° ci-dessus;
7. L'intéressé(e) bénéficiera de l'échelle de traitement D1;
8. Réussir une épreuve sous forme d'interview (expliquer les moyens à mettre en œuvre pour exécuter ses missions);
9. Pour réussir les candidat(e)s devront avoir 60% des points;

10. Description de la fonction

Assurer :

- Effectuer les travaux liés à sa qualification;
- Effectuer les tâches accessoires nécessaires à l'exercice de sa fonction;
- Avoir une connaissance pratique du métier et/ou de la fonction;
- Appliquer rigoureusement les règles de sécurité afin de veiller à sa propre sécurité ainsi qu'à celle de ses collègues et des usagers;
- Proposer des solutions afin de remédier aux problèmes rencontrés dans l'exécution des travaux;

- Veiller à la propreté du travail et nettoyer le chantier et les outils à l'issue du travail.

11. Programme de l'examen

Epreuve orale : entretien sur des questions en rapport avec l'emploi sollicité.
Elle porte sur la matière suivante :

- sur les règles de sécurité par rapport à des situations précises;
- sur les méthodes de travail par rapport aux missions.

12. La commission de sélection est déterminée par le Conseil telle que prévu à l'article 18 du Chapitre IV du statut administratif du personnel communal.

La composition du Jury est proposée ci-après :

- Un(e) agent technique d'une autre commune;
- Le Directeur des travaux;
- Le Directeur général ou son délégué.

13. Toute organisation syndicale représentative a le droit de désigner un observateur auprès du jury.

14. Les candidatures éventuelles, accompagnées d'un extrait de casier judiciaire et d'une copie du ou des diplômes demandés, pourront être adressées, sous pli recommandé à la poste ou déposé contre accusé de réception, à Monsieur le Bourgmestre, Boulevard du midi, 22 à 6900 MARCHE pour le 24 novembre 2016 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à Monsieur Jean-Paul LECARTE, Directeur général, Hôtel de ville de et à Marche (Tél. 084/32.70.00).

I) Recrutement d'un(e) employé(e) d'administration à ¾ temps en vue d'une nomination définitive pour le département activité et opérations communales au sein du service Jeunesse (+ 12 ans), Culture et Sport

LE CONSEIL,

Vu les délibérations du Conseil Communal du 2 juin 2014, devenus pleinement exécutoires par expiration du délai de tutelle à la date du 4 septembre 2014, en vertu de l'article L3132-1§4 dernier alinéa du Code de la démocratie locale et de la décentralisation fixant le cadre du personnel statutaire et du cadre du personnel contractuel et ce, à partir du 1er janvier 2014;

Vu la délibération du Conseil Communal du 6 juillet 2009 décidant le principe de l'adhésion au Pacte pour une Fonction publique locale et provinciale solide et solidaire avec effet au 1er juin 2009 et confirmant le maintien du principe de nomination compensatoire en remplacement d'agents statutaires admis à la pension;

Vu les décisions du Collège communal du 17 et 24 octobre 2016 décidant le principe de recrutement d'un(e) employé(e) d'administration à ¾ temps en vue d'une nomination définitive pour le département activité et opérations communales au sein du service Jeunesse (+ 12 ans), Culture et Sport, arrêtant les conditions de recrutement, le profil de fonction et la composition du jury;

Considérant que cette fonction d'un(e) employé(e) d'administration à ¾ temps est prévue au cadre;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au recrutement dans cette fonction actuellement vacante;

Vu que l'ensemble des dossiers soumis à nomination, pour 16 postes, dont celui-ci ont une incidence financière de l'ordre de +/- 182.000 € et que conformément à l'article L 1124-40 §1,3° du CDLD, l'avis du Directeur financier est obligatoirement sollicité;

Vu la demande d'avis de légalité adressée au Directeur financier en date du 27 octobre 2016;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 7 novembre 2016 et joint au dossier;

Considérant que l'accord des organisations syndicales a été sollicité;

En statuant en séance publique;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'arrêter comme suit les conditions d'accès à l'emploi d'employé(e) d'administration à ¾ temps en vue d'une nomination définitive pour le département activité et opérations communales au sein du service Jeunesse (+ 12 ans), Culture et Sport :

Les conditions de recrutement sont les suivantes :

1. Etre ressortissant ou non d'un Etat membre de l'Union européenne (Pour les ressortissants hors d'un Etat membre de l'Union européenne, être titulaire d'un permis de travail);
2. Jouir des droits civils et politiques;
3. Etre de conduite répondant aux exigences de la fonction;
4. Justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction;
5. Etre titulaire du diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou équivalent ou disposer des compétences valorisables constatées par un organisme officiel;
6. Pouvoir justifier une expérience de 5 ans dans le domaine correspondant aux qualifications requises telle que prévu dans le profil de fonction ci-dessous; L'agent doit satisfaire durant toute la carrière aux conditions visées aux points 1°, 2°, 3°, 4° ci-dessus;
7. L'intéressé(e) bénéficiera de l'échelle de traitement D4;
8. Réussir une épreuve sous forme d'interview (expliquer les moyens à mettre en œuvre pour exécuter ses missions);
9. Pour réussir les candidat(e)s devront avoir 60% des points;

10. Description de la fonction

Assurer :

Assurer pour le compte du service:

- l'accueil et le renseignement des usagers;
- la gestion administrative journalière (envoi et réception du courrier, encodage, dactylographie, classement, agendas...);
- le suivi administratif des décisions des Collège et Conseil communaux;
- l'organisation, l'intendance et l'accueil lors des événements et animations.

11. Programme de l'examen

Epreuve orale : entretien sur des questions en rapport avec l'emploi sollicité.
Elle porte sur la matière suivante :

- La connaissance du tissu associatif, culturel, sportif et jeunesse marchois;
- Le code de la démocratie locale et de la décentralisation (organes de direction de la commune);
- Les règles protocolaires lors des manifestations.

12. La commission de sélection est déterminée par le Conseil telle que prévu à l'article 18 du Chapitre IV du statut administratif du personnel communal.
La composition du Jury est proposée ci-après :

- Un(e) responsable d'un service Jeunesse (+12 ans), Culture et Sport d'une autre commune;
- Le chef de service;
- Le Directeur général ou son délégué.

13. Toute organisation syndicale représentative a le droit de désigner un observateur auprès du jury.

14. Les candidatures éventuelles, accompagnées d'un extrait de casier judiciaire et d'une copie du ou des diplômes demandés, pourront être adressées, sous pli recommandé à la poste ou déposé contre accusé de réception, à Monsieur le Bourgmestre, Boulevard du midi, 22 à 6900 MARCHE pour le 24 novembre 2016 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à Monsieur Jean-Paul LECARTE, Directeur général, Hôtel de ville de et à Marche (Tél. 084/32.70.00).

J) Recrutement d'un(e) employé(e) d'administration en vue d'une nomination définitive pour les départements grandes infrastructures et urbanisme au sein du Division Aménagement du territoire

LE CONSEIL,

Vu les délibérations du Conseil Communal du 2 juin 2014, devenus pleinement exécutoires par expiration du délai de tutelle à la date du 4 septembre 2014, en vertu de l'article L3132-1§4 dernier alinéa du Code de la démocratie locale et de la décentralisation fixant le cadre du personnel statutaire et du cadre du personnel contractuel et ce, à partir du 1er janvier 2014;

Vu la délibération du Conseil Communal du 6 juillet 2009 décidant le principe de l'adhésion au Pacte pour une Fonction publique locale et provinciale solide et solidaire avec effet au 1er juin 2009 et confirmant le maintien du principe de nomination compensatoire en remplacement d'agents statutaires admis à la pension;

Vu la décision du Collège communal du 17 octobre 2016 décidant le principe de recrutement d'un(e) employé(e) d'administration en vue d'une nomination définitive pour le département grandes infrastructures et urbanisme au sein du Division Aménagement du territoire, arrêtant les conditions de recrutement, le profil de fonction et la composition du jury;

Considérant que cette fonction d'un(e) employé(e) d'administration est prévue au cadre;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au recrutement dans cette fonction actuellement vacante;

Vu que l'ensemble des dossiers soumis à nomination, pour 16 postes, dont celui-ci ont une incidence financière de l'ordre de +/- 182.000 € et que conformément à l'article L 1124-40 §1,3° du CDLD, l'avis du Directeur financier est obligatoirement sollicité;

Vu la demande d'avis de légalité adressée au Directeur financier en date du 27 octobre 2016;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 7 novembre 2016 et joint au dossier;

Considérant que l'accord des organisations syndicales a été sollicité;

En statuant en séance publique;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'arrêter comme suit les conditions d'accès à l'emploi d'employé(e) d'administration en vue d'une nomination définitive pour le département grandes infrastructures et urbanisme au sein du Division Aménagement du territoire :

Les conditions de recrutement sont les suivantes :

1. Etre ressortissant ou non d'un Etat membre de l'Union européenne (Pour les ressortissants hors d'un Etat membre de l'Union européenne, être titulaire d'un permis de travail);
2. Jouir des droits civils et politiques;
3. Etre de conduite répondant aux exigences de la fonction;
4. Justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction;
5. Etre titulaire du diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou équivalent ou disposer des compétences valorisables constatées par un organisme officiel;
6. Pouvoir justifier une expérience de 5 ans dans le domaine correspondant aux qualifications requises telle que prévu dans le profil de fonction ci-dessous; L'agent doit satisfaire durant toute la carrière aux conditions visées aux points 1°,2°,3°,4° ci-dessus;
7. L'intéressé(e) bénéficiera de l'échelle de traitement D4;
8. Réussir une épreuve sous forme d'interview (expliquer les moyens à mettre en œuvre pour exécuter ses missions);
9. Pour réussir les candidat(e)s devront avoir 60% des points;

10. Description de la fonction

- Suivi des primes communales et régionales (énergie, logement, aménagement du territoire, ...);
- Aide dans la politique du logement (insalubrité et taxes des bâtiments inoccupés) en collaboration avec ses supérieurs hiérarchiques;
- Est le référent « logement » (SPW, CPAS, AIS,...);
- Accueil des citoyens pour la problématique du logement;
- Suivi des permis « Enseignes »;
- Aide à l'analyse et la délivrance des permis d'urbanisme;
- Partenariat sur les dossiers domiciliation avec le service Etat civil.

11. Programme de l'examen

Epreuve orale : entretien sur des questions en rapport avec l'emploi sollicité.
Elle porte sur la matière suivante :

- CWATUP/CODT;
- Code du logement;
- Rôle du référent logement au sein d'une commune.

12. La commission de sélection est déterminée par le Conseil telle que prévu à l'article 18 du Chapitre IV du statut administratif du personnel communal.

La composition du Jury est proposée ci-après :

- Un(e) responsable d'un service urbanisme d'une autre commune;
- Le chef de Division de la Division dont question;
- Le Directeur général ou son délégué.

13. Toute organisation syndicale représentative a le droit de désigner un observateur auprès du jury.

14. Les candidatures éventuelles, accompagnées d'un extrait de casier judiciaire et d'une copie du ou des diplômes demandés, pourront être adressées, sous pli recommandé à la poste ou déposé contre accusé de réception, à Monsieur le Bourgmestre, Boulevard du midi, 22 à 6900 MARCHE pour le 24 novembre 2016 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à Monsieur Jean-Paul LECARTE, Directeur général, Hôtel de ville de et à Marche (Tél. 084/32.70.00).

K) Recrutement d'un(e) employé(e) d'administration à ¾ temps en vue d'une nomination définitive pour le département finance - recette au sein de la Division Administration centrale

LE CONSEIL,

Vu les délibérations du Conseil Communal du 2 juin 2014, devenus pleinement exécutoires par expiration du délai de tutelle à la date du 4 septembre 2014, en vertu de l'article L3132-1§4 dernier alinéa du Code de la démocratie locale et de la décentralisation fixant le cadre du personnel statutaire et du cadre du personnel contractuel et ce, à partir du 1er janvier 2014;

Vu la délibération du Conseil Communal du 6 juillet 2009 décidant le principe de l'adhésion au Pacte pour une Fonction publique locale et provinciale solide et solidaire avec effet au 1er juin 2009 et confirmant le maintien du principe de nomination compensatoire en remplacement d'agents statutaires admis à la pension;

Vu les décisions du Collège communal du 17 et 24 octobre 2016 décidant le principe de recrutement d'un(e) employé(e) d'administration à ¾ temps en vue d'une nomination définitive pour le département finance - recette au sein de la Division Administration centrale, arrêtant les conditions de recrutement, le profil de fonction et la composition du jury;

Considérant que cette fonction d'un(e) employé(e) d'administration à ¾ temps est prévue au cadre;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au recrutement dans cette fonction actuellement vacante;

Vu que l'ensemble des dossiers soumis à nomination, pour 16 postes, dont celui-ci, ont une incidence financière de l'ordre de +/- 182.000 € et que conformément à l'article L 1124-40 §1,3° du CDLD, l'avis du Directeur financier est obligatoirement sollicité;

Vu la demande d'avis de légalité adressée au Directeur financier en date du 27 octobre 2016;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 7 novembre 2016 et joint au dossier;

Considérant que l'accord des organisations syndicales a été sollicité;

En statuant en séance publique;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'arrêter comme suit les conditions d'accès à l'emploi d'employé(e) d'administration à $\frac{3}{4}$ temps en vue d'une nomination définitive pour le département finance - recette au sein de la Division Administration centrale :

Les conditions de recrutement sont les suivantes :

1. Etre ressortissant ou non d'un Etat membre de l'Union européenne (Pour les ressortissants hors d'un Etat membre de l'Union européenne, être titulaire d'un permis de travail);
 2. Jouir des droits civils et politiques;
 3. Etre de conduite répondant aux exigences de la fonction;
 4. Justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction;
 5. Etre titulaire du diplôme de l'enseignement secondaire inférieur ou équivalent ou disposer des compétences valorisables constatées par un organisme officiel;
 6. Pouvoir justifier une expérience de 5 ans dans le domaine correspondant aux qualifications requises telle que prévu dans le profil de fonction ci-dessous;
- L'agent doit satisfaire durant toute la carrière aux conditions visées aux points 1°,2°,3°,4° ci-dessus;
7. L'intéressé(e) bénéficiera de l'échelle de traitement D1;
 8. Réussir une épreuve sous forme d'interview (expliquer les moyens à mettre en œuvre pour exécuter ses missions);
 9. Pour réussir les candidat(e)s devront avoir 60% des points;

10. Description de la fonction :

- Edition, envoi et suivi des factures relatives aux redevances communales (locations, terrains, gardes d'enfants,...);
- Clôtures mensuelles des paiements relatifs aux factures;
- Emargement automatique et manuel;
- Envois des rappels et sommations.

11. Programme de l'examen

Epreuve orale : entretien sur des questions en rapport avec l'emploi sollicité.
Elle porte sur la matière suivante :

- Récupérations des créances;
- Prescriptions;
- Le code de la démocratie locale et de la décentralisation.

12. La commission de sélection est déterminée par le Conseil telle que prévu à l'article 18 du Chapitre IV du statut administratif du personnel communal.

La composition du Jury est proposée ci-après :

- Un(e) responsable d'un service finance recette d'une autre commune;
- Le Directeur financier;
- Le Directeur général ou son délégué.

13. Toute organisation syndicale représentative a le droit de désigner un observateur auprès du jury.

14. Les candidatures éventuelles, accompagnées d'un extrait de casier judiciaire et d'une copie du ou des diplômes demandés, pourront être adressées, sous pli recommandé à la poste ou déposé contre accusé de réception, à Monsieur le Bourgmestre, Boulevard du midi, 22 à 6900 MARCHE pour le 24 novembre 2016 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à Monsieur Jean-Paul LECARTE, Directeur général, Hôtel de ville de et à Marche (Tél. 084/32.70.00).

20. Approbation de la Tutelle - Règlements taxes - Communication au Conseil communal

A la demande de la Tutelle, conformément à l'article 4, alinéa 2 du Règlement général de la Comptabilité communale, le Collège communal informe le Conseil communal que :

- le taux de la taxe "centimes additionnels au précompte immobilier - exercice 2017" est approuvé et la délibération du Conseil communal du 05 septembre 2016 devenue pleinement exécutoire (Courrier du 04/10/2016).
- le taux de la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques - exercice 2017 est approuvé et la délibération du Conseil communal du 05 septembre 2016 devenue pleinement exécutoire (Courrier du 04/10/2016)

21. Marchés publics - Information au Conseil communal

Conformément à la la décision du Collège du 18 janvier 2016 et la décision du Conseil communal du 8 février 2016 (Délégation du Conseil au Collège en matière de marchés publics), le Conseil communal est informé des marchés publics relevant du budget extraordinaire, dont le montant est inférieur à 30.000€ HTVA et dont le principe a été passé au Collège communal:

- a) Travaux - Acquisition d'une camionnette-plateau pour le service voiries en se rattachant aux marchés SPW-DGT2 - Principe

Point(s) en urgence

28. Travaux - Rénovation du piétonnier de Marche - Principe et désignation de l'auteur de projet

LE CONSEIL

Vu l'article L1122-24, alinéa 1 et 2 Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que l'article 31 du Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal par lesquels un point peut être mis en discussion « dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger »;

Que l'urgence est déclarée **A L'UNANIMITE** des membres présents, à savoir :

André Bouchat;
Jean-François Piérard;
Christian Ngongang;
Nicolas Grégoire;
Isabelle Buron;
Mieke Piheyens;
Stéphan De Mul;
Philippe Hanin;
Marina Demasy;
Christine Courard;
Valérie Lescrenier;
Samuel Dalaidenne;
Olivier Desert;
Carine Bonjean-Paquet;
Lydie Poncin-Hainaux;
Pascal Marot-Loise;
~~Gaëtan Salpeteur~~;
Martin Lempereur;
Edmond Frère;
Alain Mola;
Pierre Charpentier;
~~Jocelyne Mbuzenakamwe~~;
Bertrand Lespagnard;
David Collin;
Laurence Callegaro;

Le point est inscrit à l'ordre du jour

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que la Place du Roi Albert et ses rues avoisinantes à 6900 Marche présentent des signes de vétusté et de dégradation ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

DECIDE A L'UNANIMITE

Le principe de rénover la Place du Roi Albert et ses rues avoisinantes à 6900 Marche.

De charger le Collège Echevinal de désigner un auteur de projet après l'approbation des documents du marché de service au prochain Conseil.

De prévoir la dépense au budget communal 2017.

29. Travaux - Salle de spectacle CCS - Climatisation - Principe
LE CONSEIL

Vu l'article L1122-24, alinéa 1 et 2 Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que l'article 31 du Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal par lesquels un point peut être mis en discussion « dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger »;

Que l'urgence est déclarée A L'UNANIMITE des membres présents, à savoir :

André Bouchat;
Jean-François Piérard;
Christian Ngongang;
Nicolas Grégoire;
Isabelle Buron;
Mieke Piheyns;
Stéphan De Mul;
Philippe Hanin;
Marina Demasy;
Christine Courard;
Valérie Lescrenier;
Samuel Dalaidenne;
Olivier Desert;
Carine Bonjean-Paquet;
Lydie Poncin-Hainaux;
Pascal Marot-Loise;
~~Gaëtan Salpêtre~~;
Martin Lempereur;
Edmond Frère;
Alain Mola;
Pierre Charpentier;
~~Jocelyne Mbuzenakamwe~~;
Bertrand Lespagnard;
David Collin;
Laurence Callegaro;

Le point est inscrit à l'ordre du jour.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant que la salle de spectacles du Centre culturel et sportif ne dispose pas de système de conditionnement de l'air performant et que dès lors, la température de la salle est souvent trop élevée et inconfortable pour les spectateurs ;

Considérant qu'il y aurait lieu d'étudier les diverses solutions permettant d'améliorer la situation ;

Considérant qu'un bureau d'études devrait être désigné à cette fin ;

DECIDE A L'UNANIMITE

De donner l'approbation de principe pour la réalisation d'une étude visant à améliorer le confort thermique de la salle de spectacles du Centre culturel et sportif. De charger le Collège de désigner un auteur de projet chargé d'étudier les diverses solutions au problème de surchauffe de la salle.

Le marché sera passé par procédure négociée sans publicité

De financer cette dépense par le crédit à inscrire au budget extraordinaire de l'exercice 2017.

30. Mobilité - Plan communal cyclable - Mise en oeuvre de la "Boucle de Waha" - Principe

LE CONSEIL

Vu l'article L1122-24, alinéa 1 et 2 Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que l'article 31 du Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal par lesquels un point peut être mis en discussion « dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger »;

Que l'urgence est déclarée A L'UNANIMITE des membres présents, à savoir :

André Bouchat;
Jean-François Piérard;
Christian Ngongang;
Nicolas Grégoire;
Isabelle Buron;
Mieke Piheyens;
Stéphan De Mul;
Philippe Hanin;
Marina Demasy;
Christine Courard;
Valérie Lescrenier;
Samuel Dalaidenne;
Olivier Desert;
Carine Bonjean-Paquet;
Lydie Poncin-Hainaux;
Pascal Marot-Loise;
~~Gaëtan Salpêtre~~;
Martin Lempereur;
Edmond Frère;
Alain Mola;
Pierre Charpentier;
Jocelyne Mbuzenakamwe;
Bertrand Lespagnard;
David Collin;
Laurence Callegaro;

Le point est inscrit à l'ordre du jour.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu le plan communal cyclable et plus particulièrement sa fiche A6 ;

Attendu que la Ville de Marche-en-Famenne a mis en œuvre une grande partie de son plan communal cyclable grâce au Projet Commune pilote Wallonie cyclable;

Considérant que pour les fiches non mises en œuvre, il faudra trouver d'autres voies de financement pour les concrétiser ;

Considérant que l'ASBL Pays de Famenne a introduit une demande subvention portant sur la mise en œuvre de la Boucle de Waha auprès de Monsieur le Ministre Di Antonio ;

Attendu que ce projet ne concerne que la Commune de Marche-en-Famenne et doit donc être mené par la Commune de Marche directement ;

Attendu qu'il y a lieu de désigner un auteur de projet qui sera chargé d'étudier ce dossier;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 287.850 € TVAC ;

Considérant que ce projet pourrait être subsidié à concurrence de 215.000 euros ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché de désignation d'un auteur de projet par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera prévu au budget 2017;

DECIDE A L'UNANIMITE

Le principe de l'aménagement d'une liaison cycliste entre Marche et Waha, appelée Boucle de Waha.

De charger le Collège communal de la désignation d'un auteur de projet par procédure négociée sans publicité.

la dépense sera prévue au budget 2017.